

LES ESCLAVES NÉS DANS LA MAISON DU MAÎTRE (ΟΙΚΟΓΕΝΕΙΣ) ET LE TRAVAIL DES ESCLAVES EN EGYPTE ROMAINE

PAR

IZA BIEŻUŃSKA MAŁOWIST

L'accroissement du nombre des esclaves nés dans la maison du maître (*uerna*e ou οἰκογενεῖς) par rapport à celui des esclaves provenant d'autres sources (conquêtes, piraterie, dettes, achat, etc.¹) est un des phénomènes bien connus et caractéristiques de l'esclavage sous l'empire romain. Cet accroissement du nombre et de l'importance des esclaves de deuxième génération peut être constaté sur presque tout le territoire de l'Etat romain, bien que nous ne disposions pas de matériaux également riches pour toutes ses provinces². En outre, ce phénomène ne s'est pas manifesté simultanément sur tous les territoires faisant partie de l'Etat romain. Il semble que nous pouvons le constater le plus tôt sur le territoire de la Grèce, pour lequel nous disposons d'ailleurs d'un ensemble exceptionnel de documents, notamment d'un grand nombre d'actes d'affranchissement d'esclaves sous la forme de leur vente à Apollon de Delphes³. Sur ces actes qui datent de la période comprise entre le II^e et le I^{er} siècles avant notre ère, figure non seulement le nom de l'esclave, mais souvent aussi son origine. Le caractère homogène de ces documents qui se rapportent à une région et à la même période, fait qu'ils se prêtent bien mieux aux statistiques que les sources beaucoup plus fragmentaires d'autres provinces. Malheureusement, ici aussi, toutes les statistiques établies jusqu'à présent d'après l'analyse de ces documents ne sont plus valables⁴, vu que

¹ Cf. I. Biezuńska Małowist, *Z zagadnień niewolnictwa w okresie hellenistycznym* (Quelques questions autour de l'esclavage à la période hellénistique), « Eus supplementa », XX, Wrocław, 1949, p. 1—26 et la bibliographie citée. Parmi les travaux ultérieurs cf. W.L. Westermann, *The Slave Systems of Greek and Roman Antiquity*, Philadelphia, 1955, p. 28—34, 84—90, passim.

² Par exemple les dalles funéraires des esclaves portant l'inscription: ἐγγενής ou *uerna*, cf. IG, XII, 1, 480—547; actes d'affranchissement avec des termes pareils, p. ex.: *Griechische Dialekt-Inschriften*, 1684—2342; cf. *Fouilles de Delphes*, t. III, Epigraphie, actes d'achat et de vente, etc.

³ Cf. l'ouvrage cité plus haut *Griech. Dial.-Inscr.* ainsi que *Fouilles de Delphes*.

⁴ P. ex. A. Calderini, *La manomissione e la condizione dei liberti in Grecia*, Milano, 1908; W. L. Westermann, *op. cit.*, p. 32—33.

le nombre des actes d'affranchissement trouvés à Delphes dépasse de beaucoup celui de ceux qui ont été à la base de ces statistiques¹. Bien qu'au II^e Congrès d'Epigraphie Grecque et Latine à Paris en 1952, G. Daux ait annoncé la publication imminente de l'ensemble de ces inscriptions, rien ne permet de prévoir leur prochaine parution, et nous devons donc nous contenter pour le moment des documents déjà publiés. De l'ensemble de ces pièces il résulte qu'en Grèce l'accroissement important du nombre des esclaves οἰκογενεῖς, par rapport à celui des esclaves d'autre provenance, a déjà eu lieu au II^e et au I^{er} siècles avant notre ère². Par contre, c'est plutôt au cours des premiers siècles de l'empire que nous pouvons constater l'accroissement du nombre des *uernae* sur les autres territoires faisant partie de l'Etat romain, c'est-à-dire sur les territoires de Rome, de l'Italie, de l'Egypte, etc. Les causes de ce phénomène sont très diverses et complexes et elles ne se sont pas manifestées partout de la même façon. De nombreux savants étaient d'avis que les propriétaires voyaient d'un mauvais œil la progéniture des esclaves, parce que les frais et les risques de l'entretien d'un enfant-esclave jusqu'au moment où il était possible de tirer profit de son travail dépassaient les frais de l'achat d'un esclave adulte³. Dans mon travail cité plus haut, j'ai déjà formulé mon opinion à ce sujet et j'ai dit que ces présomptions pouvaient être vraies aux périodes de grande affluence d'esclaves sur les marchés, alors que leur prix était relativement bas. Par contre, la situation n'était plus la même dès que, pour des raisons quelconques, les prix des esclaves étaient plus forts. En Grèce, par exemple, au II^e et I^{er} siècles avant notre ère, l'appauvrissement général qui commençait alors à se manifester dans toute cette région et, en même temps, le reflux de la meilleure « marchandise d'esclaves » vers l'Ouest, vers Rome dont l'enrichissement allait croissant, ont pu exercer une certaine influence sur l'accroissement du nombre des *uernae*. Dans les autres provinces et, plus tard, en Italie, d'autres facteurs pouvaient aussi exercer une influence semblable, notamment des facteurs tels que l'affluence moins grande d'esclaves après les guerres victorieuses, l'origine différente de ces esclaves, etc.⁴ Ce problème est trop complexe pour que dans un article, nécessairement court, il puisse être examiné à travers tout l'empire. Je ne prendrai donc en considération que certains de ses aspects, en me fondant seulement sur des papyrus, ou plutôt sur certains d'entre eux et je laisserai à un ouvrage plus important auquel je travaille actuellement l'énumération complète des sources de l'Egypte et la présentation du développement de l'esclavage sur ce territoire. Il me semble qu'au cours des premiers siècles de l'empire, l'accroissement du nombre et de l'importance des esclaves οἰκογενεῖς, en Egypte, était étroitement lié au rôle économique très spécifique que les esclaves y ont joué à cette époque et je m'efforcerai de le démontrer en analysant un certain groupe de documents datant des deux premiers siècles de l'empire.

¹ Cf. *Actes du II^e Congrès d'Epigraphie Grecque et Latine*, 1952, p. 269. G. Daux y évalue le nombre des actes d'affranchissement trouvés à Delphes à environ 1000.

² Cf. I. Biežuńska Małowist, *op. cit.*, p. 7, W. L. Westermann, *op. cit.*, p. 32—33.

³ H. Wallon, *Histoire de l'esclavage dans l'antiquité*, I, Paris, 1879, p. 158 et la suivante, G. Glotz dans le *Dictionnaire des Antiquités Grecques et Romaines*, s.v. *Expositio*, autrement P. Guiraud, *La main-d'œuvre industrielle dans l'ancienne Grèce*, Paris, 1900, p. 95.

⁴ Cf. W. L. Westermann, *op. cit.*, p. 33; M. Rostovtzeff, *Social and Economic History of the Hellenistic World*, t. II, Oxford, 1941, p. 606—607, 616—617.

Dans le *Gnomon de l'Idiologue* du II^e s., nous trouvons plusieurs paragraphes se rapportant aux esclaves égyptiens et, en particulier, justement aux esclaves nés dans la maison du maître οἰκογενεῖς¹.

Aux §§ 58 et 59, il est question des peines pécuniaires qu'encourent les personnes (parmi lesquelles les Romains et les Alexandrins aussi) obligées de présenter des κατ' οἰκίαν ἀπογραφαί, qui n'ont pas déclaré un individu qu'elles auraient dû déclarer lors du recensement — obligatoire tous les 14 ans —, de toutes les personnes habitant la maison d'un propriétaire donné, ou ne l'ont pas inscrit dans les déclarations que les propriétaires des maisons devaient remplir dans les intervalles de temps s'écoulant entre deux recensements obligatoires de la population². Les paragraphes mentionnés stipulent la confiscation des biens dans une proportion allant du quart à la moitié.

Le § 60 prévoit le cas où l'obligation de déclarer un esclave n'aurait pas été respectée. Sa teneur est la suivante: οἱ μὴ ἀπογραφάμενοι ἀνδράπο[δα μ]όνων τῶν ἀνδ[ρα]πρόδω[ν] στέρωνται que ceux qui n'ont pas déclaré un esclave par écrit, soient seulement privés de leurs esclaves.

Comme on le voit, c'est une prescription qui, dans un cas particulier, permet d'atténuer les amendes prévues dans les paragraphes précédents, contenant des décisions plus générales. Selon ce dernier paragraphe, la non-déclaration d'un esclave est punie seulement de la confiscation de l'esclave, et non de la perte d'une partie des biens.

Dans son commentaire Uxkull v. Gyllenband attire à juste titre l'attention sur le fait que cette manière spéciale de traiter la non-déclaration d'un esclave, alors qu'il est probablement question de décisions concernant le recensement de la population, peut résulter de la situation juridique de l'esclave, dont — il est vrai — le recensement de la population tient compte en tant qu'homme, mais qui, au point de vue strictement juridique, fait partie de la catégorie des objets et non des hommes. Il est donc soumis à l'enregistrement dans l'ἐγκτήσεων βιβλιθήκη. Dans le *Gnomon de l'Idiologue* il s'agit probablement de la déclaration dans la κατ' οἰκίαν ἀπογραφή, ou d'en compléter les données au cours de l'intervalle de 14 ans. Nous savons d'autre part que ce n'est pas seulement le changement de propriétaire de l'esclave, c'est-à-dire sa vente et son achat, qui devaient être enregistrés dans l'ἐγκτήσεων βιβλιθήκη, mais aussi la naissance d'un enfant-esclave ou l'admission dans la maison d'un enfant abandonné afin d'y être élevé en tant qu'esclave soumis à l'enregistrement, et ceci probablement déjà à la période ptolémaïque³.

¹ Ägyptische Urkunden aus den Staatlichen Museen zu Berlin. Griechische Urkunden V (BGU, V), *Der Gnomon des Idios Logos*, bearb. von E. Seckel und W. Schubart, I. Teil: Der Text v. W. Schubart, Berlin, 1919; II Teil: Der Kommentar v. W. Uxkull - Gyllenband, Berlin, 1934. Th. Reinach, *Un code fiscal de l'Égypte romaine. Le Gnomon de l'Idiologue*, Paris, 1920 — 1921; S. Riccobono, *Il Gnomon dell'Idios Logos*, Palumbo, 1950.

² Voir le Commentaire d'Uxkull-Gyllenband à ces paragraphes (p. 59) et Riccobono, *op. cit.*, p. 198, où est indiquée toute la bibliographie ultérieure. S'il s'agit des devoirs liés au recensement de la population en Égypte, cf. M. Hombert, Cl. Préaux, *Recherches sur le recensement dans l'Égypte romaine*, Papyrologica Lugduno — Batava, t. V, Lugdunum Batavorum, 1952, p. 47 — 77.

³ Voir Uxkull-Gyllenband, *loc. cit.*, ainsi que R. Taubenschlag, *The Law of Graeco-Roman Egypt in the Light of Papyri*, Warsaw, 1955, p. 79.

Vers les années vingt de notre siècle, on a retrouvé plusieurs documents contenant un acte de naissance presque intact, d'un enfant esclave, établi selon la déclaration de la propriétaire¹.

Parmi les documents conservés de l'an 124 de notre ère, le plus complet, provenant du grapheion du village de Tenis et Kerke du nome de Memphis, contient la déclaration d'une certaine Baebia Rufilla, probablement donc une citoyenne romaine, agissant avec un tuteur, son oncle Publius Lucrèce Diogène. C'est la déclaration d'un garçon, né d'une esclave lui appartenant. Le passage qui nous intéresse ici est le suivant: ἀπεγράφατο εἰς τὴν οἰκογένειαν ἀκο/λούθως τῷ τε ψηφίσματι καὶ / προστάγματι ὃν ἔφη ἐσχηκέναι / ἐκ τῆς ὑπαρχούσης αὐτῇ δούλης / Τύχης δοῦλον ᾧ ὄνομα Φωνεῖ / κᾶς ὄντα ἐτῶν τριῶν οὐλὴ καρπῷ δεξιῷ . . .

Ce qui est important pour le problème examiné dans cet article, c'est avant tout l'indication que la propriétaire inscrit l'enfant né d'une esclave lui appartenant « εἰς τὴν οἰκογένειαν » (dans l'oikogeneia) et, ensuite, qu'elle le fait conformément aux prescriptions en vigueur², et enfin l'âge de l'enfant inscrit — trois ans.

Le terme οἰκογένεια est répété deux fois dans le document, une fois avant le contenu de la déclaration de Baebia Rufilla, et il semble être ici le titre du document dans le sens d'« acte de naissance d'un enfant-esclave » et une deuxième fois dans le passage cité ici. Comme l'admettent très justement Schubart³ et ensuite Uxkull-Gyllenband dans leur commentaire du § 67 du *Gnomon*⁴, le terme oikogeneia désigne ici le « groupe des esclaves nés à la maison » et traités comme s'ils constituaient un état à part⁵. La phrase que je viens de citer signifierait donc que Baebia Rufilla, se conformant aux prescriptions en vigueur, inscrit l'enfant de son esclave dans le groupe des esclaves οἰκογενεῖς. Il est donc à présumer qu'il existait des conditions spéciales différenciant les esclaves οἰκογενεῖς des esclaves acquis par voie d'achat et, pour des raisons quelconques, les autorités imposaient aux propriétaires des esclaves le devoir de les déclarer et de les inscrire précisément dans le groupe spécial des esclaves nés dans la maison. D'autre part, nous voyons que les propriétaires n'étaient nullement pressés de remplir ce devoir. Baebia Rufilla n'inscrit pas le garçon immédiatement après sa naissance, mais alors qu'il est déjà âgé de trois ans. Le hasard nous a livré un deuxième acte de naissance, celui d'un garçon οἰκογενής, provenant de la même propriétaire et rédigé trois ans plus tard⁶ (en 127 de notre ère). Baebia Rufilla enregistre un garçon, né de la même esclave Tyche, et âgé de deux ans. Un passage du Papyrus Cattaoui⁷ (col. VI), connu

¹ *Papiri Greci e Latini* (Pubblicazioni della Società Italiana) t. VI (PSI VI), Firenze, 1920, N° 690, P. Berlin 13295, P. London 2226 rassemblés et commentés dans l'article de W. Schubart, *Oikogeneia, Raccolta di scritti in onore di G. Lombroso*, Milano, 1925, p. 49–67.

² L'emploi des termes Ψήφισμα et πρόσταγμα comme l'indique Schubart, *loc. cit.*, de même que l'emploi du terme ἀνδράποδος au § 60, qu'Uxkull-Gyllenband a fait remarquer dans son commentaire, pourrait indiquer que les prescriptions concernant le devoir de l'enregistrement des esclaves ont été empruntées par les Romains à la période ptolémaïque.

³ W. Schubart, *op. cit.*, p. 59.

⁴ Voir ci-après.

⁵ Cf. la définition de W. Schubart, *loc. cit.*, *die Hausklavensschaft*, ainsi que la définition de Uxkull-Gyllenband, *op. cit.*, p. 67, des trois significations du terme οἰκογένεια « Das Wort kann die Tatsache der Hausgeburt, die Urkunde darüber und den Stand der Hausgeborenen bezeichnen. »

⁶ P. London 2226, voir note 12.

⁷ *Papyrus Cattaoui*, I. The text by P. Grenfell, A. S. Hunt. II. Kommentar v. P. M. Meyer. Archiv für Papyrusforschung, t. III, 1903, p. 54–105. L. Mitteis, U. Wilcken, *Grundzüge und*

depuis un certain temps déjà et faisant partie des actes d'un procès pour la propriété de sept esclaves, contient la déclaration de l'avocat qu'il ne peut présenter d'acte de naissance dans la maison (oikogeneia dans le sens de document) pour l'esclave Elpidéphoros, né dans la maison, un tel acte n'ayant pas été établi, ce qui arrivait souvent lorsqu'il s'agissait de garçons¹. L'enregistrement tardif des deux fils de Tyche, l'esclave de Baebia Rufilla, semble confirmer la remarque de l'avocat du Papyrus Cattaoui. Dans son article cité plus haut, Schubart a déjà comparé ce phénomène du retard mis à enregistrer des garçons nés d'esclaves, avec les décisions contenues dans le *Gnomon de l'Idiologue* et concernant les départs des esclaves de l'Égypte. En effet, dans une partie des prescriptions consacrées aux autorisations de départ de l'Égypte², en principe obligatoires pour tous, et pour les hommes libres aussi, nous trouvons plusieurs décisions concernant l'autorisation de faire sortir les esclaves de l'Égypte et, en particulier, les esclaves οἰκογενεῖς.

Le § 64 indique que les questions des personnes partant sans passeport³, sont de la compétence du préfet.

Le § 65 concerne le départ des esclaves et son texte est le suivant: δοῦλοι κατ' ἄγνοιαν τοῦ δεσπότου ἐξαχθέντες ἐπράθησαν; par conséquent, les esclaves emmenés sans que leurs propriétaires aient connu les prescriptions correspondantes⁴ ont été vendus. Il n'est pas tout à fait clair s'il est question ici du fait d'avoir fait sortir des esclaves de l'Égypte, ou de celui de les avoir fait sortir sans passeport; les paragraphes suivants et précédents mentionnant tantôt l'une, tantôt l'autre de ces infractions aux prescriptions en vigueur. Il est tout aussi difficile d'établir s'il s'agit ici du fait d'avoir fait sortir des esclaves de l'Égypte afin de les vendre, ou si tout simplement ils ont été emmenés par leurs maîtres pour les accompagner dans quelque voyage, etc., bien que l'emploi du terme ἐξάγειν semblerait plutôt indiquer qu'il s'agit de leur vente. En tous cas, il est question ici d'une tentative concrète de faire sortir des esclaves sous une forme illégale, tentative punie d'une manière relativement bénigne — seulement par la vente des esclaves aux enchères —, parce que cette infraction aux prescriptions n'avait pas été préméditée et ne résultait pas de la mauvaise volonté du propriétaire.

Le § 66 prouve que le délit concernant le transport illégal des esclaves était en général plus sévèrement puni que le départ illégal de personnes libres: Οἱ ἐξ[ὲ]ν ἐκπλεῖν ἀναπόστολοι πλέοντες τριολογο[ῦν]ται, ἐὰν δὲ δούλους ἰδί[ο]υς ἐξάγωσιν ἀναποστόλους, ἐξ ὧν ἀναλαμβάν[οντα]ι.

Par conséquent, les personnes qui ont le droit de quitter l'Égypte mais qui partent sans passeport sont punies de la confiscation d'un tiers de leurs biens, alors que celles faisant sortir leurs esclaves sans passeport sont passibles de la confiscation de tous leurs biens.

Chrestomathie der Papyruskunde, II, Juristischer Teil, 2. Chrestomathie (Mitt. Chrest.), Leipzig-Berlin, 1912, N° 372.

¹ Cf. le commentaire de P. M. Meyer, *op. cit.*, p. 89, N° 4; Mitt. Chrest. p. 423, W. Schubart, *op. cit.*, p. 58.

² § 64 — § 69.

³ ἀναπόστολος

⁴ Κατ' ἄγνοιαν signifie ici le manque de connaissance des prescriptions de la part du propriétaire, et non le manque de connaissance du fait de faire sortir un esclave du pays, cf. W. Schubart, Th. Reinach, W. Uxkull-Gyllenband, S. Riccobono ad locum.

Le terme ἐξάγειν ayant été employé de nouveau ici semblerait indiquer qu'il s'agit d'un propriétaire ayant fait sortir ses propres esclaves de l'Égypte (et non d'un éventuel marchand d'esclaves¹), mais pour les vendre². Les peines très lourdes, allant jusqu'à la confiscation de tous les biens, dont étaient frappés ceux qui faisaient sortir des esclaves de l'Égypte, prouvent que ce procédé était punissable en général et le § 67, se rapportant aux esclaves οἰκογενεῖς, témoigne de la sévérité particulière des prescriptions lorsqu'il s'agissait d'esclaves de ce genre. Schubart³ lie très justement les restrictions concernant la sortie des esclaves de l'Égypte avec la situation de la main-d'œuvre dans ce pays et avec l'ensemble des prescriptions interdisant en pratique aux Égyptiens ne faisant pas partie des classes privilégiées (Romains, Alexandrins, etc.), de quitter le pays. Par contre, la question de l'interdiction spéciale concernant le fait de faire sortir d'une manière quelconque les esclaves οἰκογενεῖς de l'Égypte, me semble avoir d'autres causes que je m'efforcerai de démontrer dans la suite de cet article.

Le § 67 du *Gnomon de l'Idiologue* a la teneur suivante: Οἱ Αἰγυ[πτι]ῶν δούλων οἰκογενεῖς τάσσοντες ἢ πωλοῦντες [ἀ]πὸ οἰκογενείας ὑπὲρ / τοῦ [ἐκ]πλεῖν αὐτοὺς ὅτε μὲν ἐξ ὧν ὅτε δὲ ἐξ ἡμίσις[ς] ὅτ]ε δὲ ἐκ τετάρτ[ο]υ ἀνε/λήμ[φ]θησαν, κατὰ τῶν συνγόντων [ἐπ]ίτεμα ὠρίσθ[η] τ[ῶ]ν μέντοι οἰκογεν/νῶ[ν], καὶ [μ]ὴ Αἰγυπτίων μητέρων ὧσιν, τὸ μητρικὸν [γ]ένος οὐκ ἐξετάζεται.

Ce paragraphe n'est pas très clair et ce n'est qu'après une longue discussion et après avoir trouvé les documents mentionnés, permettant de saisir le sens dans lequel le terme οἰκογένεια a été employé ici, qu'on a défini en principe sa signification, acceptée en général par tous les savants qui s'occupent de cette question⁴.

Or, la plus grande difficulté consistait à interpréter convenablement la phrase: τάσσοντες ἢ πωλοῦντες [ἀ]πὸ οἰκογενείας. K. F. Schmidt⁵ rattachait déjà à ἀπὸ οἰκογενείας non seulement le terme πωλοῦντες, mais aussi celui de τάσσοντες, toutefois ce n'est que la découverte des actes de naissance des enfants esclaves et leur analyse — que nous avons déjà mentionnée — par Schubart⁶ qui ont confirmé cette interprétation. Ce paragraphe prévoit des amendes très lourdes, consistant dans la confiscation à un quart, de la moitié ou de l'ensemble des biens des personnes qui, pour permettre aux esclaves nés dans leur maison de quitter l'Égypte, les déplaceraient ou les vendraient « de l'oikogeneia ». Le terme οἰκογένεια est certainement employé ici dans le sens donné plus haut de « groupe (état) d'esclaves nés dans la maison » et le délit prévu au paragraphe 67 consiste à vendre un esclave né dans la maison sans faire connaître sa provenance, ce qui le fait passer automatiquement dans le groupe des esclaves provenant d'achats, ou à le faire passer du groupe des esclaves nés dans la maison dans celui d'esclaves achetés par une autre

¹ Cf. Uxkull-Gyllenband, *op. cit.*, p. 66.

² Voir Liddell-Scott s.v.

³ W. Schubart, *op. cit.*, p. 59.

⁴ Comme exemple, je cite la traduction de Schubart (BGU V), qui a été sensiblement modifiée après la découverte des actes de naissance mentionnés plus haut des esclaves dits οἰκογενεῖς:

Diejenigen, die über Hausgeborene unter ägyptischen Sklaven verfügen (?) oder sie von der Hausgeburt wegverkaufen, damit sie ausfahren können, wurden bald mit vollständiger Einziehung, bald zur Hälfte, bald zu einem Viertel bestraft; gegen die, welche es geduldet hatten, wurden Strafgerlder festgesetzt. Bei den Hausgeborenen aber wird, auch wenn sie nicht (?) von ägyptischen Müttern sind, der Mutterstamm nicht untersucht.

⁵ Berliner Philologische Wochenschrift, t. XLII, p. 151

⁶ Voir note 5, p. 150.

voie, par exemple, par son inscription frauduleuse dans un autre groupe. Ceux qui en étaient informés, étaient également passibles d'une peine pécuniaire. Il s'agit probablement ici des fonctionnaires prenant part à cette escroquerie. Cette tentative frauduleuse de vendre les esclaves ou de les faire passer dans un autre groupe devait probablement avoir pour but de leur permettre de quitter l'Egypte (ὕπερ τοῦ [ἐκ]πλεῖν αὐτούς). Le terme de ἐκπλεῖν employé ici prouve qu'il était interdit non seulement de vendre les esclaves οἰκογενεῖς en dehors de l'Egypte, mais en général de leur faire quitter ce territoire, fût-ce même pour accompagner leur maître. Il n'est pas question ici d'un départ sans passeport, mais du départ en général et ceci semblerait indiquer qu'il était absolument interdit à ce groupe d'esclaves de quitter l'Egypte, interdiction d'ailleurs conforme à celle en vigueur pour toute la population autochtone de l'Egypte¹. Bien qu'au commencement du paragraphe, en quelque sorte dans son titre, on annonce que cette prescription concerne les οἰκογενεῖς parmi les esclaves égyptiens, la dernière phrase attribuée en somme le même sens aux notions d'« esclaves égyptiens » et d'« esclaves nés dans la maison ». En effet, cette phrase prévoit que dans le cas d'esclaves nés dans la maison on ne recherchera pas en général s'ils sont nés d'une mère égyptienne, en étendant automatiquement la prescription concernant les esclaves égyptiens nés dans la maison à tous les οἰκογενεῖς se trouvant sur le territoire de l'Egypte².

Comme on le voit donc, l'appartenance de l'esclave au groupe d'οἰκογενεῖς était sous le contrôle étroit de l'Etat, par l'intermédiaire de la déclaration obligatoire de ce genre d'esclaves, et ce contrôle avait pour but de forcer à observer les restrictions concernant ce genre d'esclaves. Le § 67 des prescriptions de l'Idiologue nous permet de prendre connaissance de l'une de ces restrictions bien que nous ne sachions pas si c'était la seule. La question se pose de savoir pourquoi il était justement interdit aux esclaves nés dans la maison de quitter l'Egypte sous aucun prétexte. Uxkull v. Gyllenband³ présume, dans son commentaire au texte, qu'il s'agissait ici d'encore une décision exceptionnelle dirigée contre les Egyptiens. De même que les Egyptiens libres sont non seulement tenus de séjourner en Egypte, mais aussi d'avoir un lieu de séjour défini (ἰδία), de même les esclaves d'origine égyptienne n'ont pas le droit de quitter l'Egypte, même dans l'intérêt de leurs propriétaires, même s'ils sont envoyés par eux ou s'ils doivent les accompagner.

Il semble cependant que cette prescription portait pas tant atteinte aux esclaves qu'aux intérêts de leurs propriétaires qui, dans le cas en question, faisaient plutôt partie du groupe des Romains, des Alexandrins ou des citoyens d'autres villes grecques, que du groupe d'Egyptiens et, malgré cela, ne pouvaient emmener leurs esclaves égyptiens en dehors du territoire de l'Egypte. Il est évident qu'il s'agissait peut-être aussi de faire en sorte à ce que la prescription générale concernant les Egyptiens ne laissât aucune possibilité de la contourner en introduisant des exceptions pour les esclaves d'origine égyptienne. Plus concluante semble cependant être l'opinion de Schubart⁴, selon laquelle il s'agissait ici d'une

¹ Voir le commentaire de Uxkull-Gyllenband, *op. cit.*, p. 68 et W. Schubart, *op. cit.*, p. 60.

² Cf. Th. Reinach, *loc. cit.*, qui voyait à tort dans ce terme la confirmation que dans ce cas, c'était l'origine du père qui décidait de l'appartenance de l'esclave à tel ou tel groupe. Autre explication chez Schubart, Uxkull-Gyllenband et Riccobono.

³ W. Uxkull-Gyllenband, *op. cit.*, p. 67.

⁴ *Ibidem*, p. 59-60.

certaine protection du « bien national », en empêchant l'amointrissement des réserves en main-d'œuvre de l'Egypte¹.

A considérer la question sous cet aspect, il devient compréhensible que l'interdiction s'étendait non seulement à la vente éventuelle d'un esclave en dehors des frontières de l'Egypte, mais aussi à son départ quel qu'il fût, même s'il accompagnait son maître ou s'il était envoyé par lui quelque part. Il s'agissait probablement d'empêcher qu'un propriétaire ne circonviât l'interdiction de la vente des esclaves en envoyant un esclave arranger soi-disant ses propres affaires ou l'emmène avec lui et le vende pendant son séjour en dehors des frontières de l'Egypte.

A la lumière du § 67 du *Gnomon* il devient également compréhensible — ce que Uxkull-Gyllenband relève dans son commentaire — pour quelles raisons les propriétaires pouvaient s'efforcer de dissimuler l'appartenance de leur esclave au groupe des *uernae* en le vendant sans indiquer son origine ou sans mentionner qu'il avait passé d'un groupe dans un autre et, aussi, pour quelles raisons — ce que Schubart² a indiqué — les propriétaires retardaient le moment d'enregistrer la naissance d'un enfant esclave, surtout si c'était un garçon. Ils s'efforçaient d'éviter de cette manière les restrictions éventuelles susceptibles d'empêcher leur vente, et les esclaves de sexe masculin étaient évidemment une marchandise plus recherchée comme main-d'œuvre que les femmes esclaves.

Comme je l'ai déjà mentionné, dans le passage du Papyrus Cattaoui il est dit que c'est surtout lorsqu'il s'agit de garçons que l'acte de naissance fait le plus souvent défaut. Dans son commentaire concernant ce passage³, Mitteis fait remarquer que si les propriétaires observaient différemment leur devoir d'enregistrer la naissance d'un enfant esclave, selon que c'était un garçon ou une fille, c'est que la naissance d'une fille signifiait pour eux la possibilité de s'enrichir à l'avenir par les enfants qu'elle pourrait avoir, considération qui les incitait à l'enregistrer le plus tôt possible. Il faut cependant attirer l'attention sur le fait que le seul acte de naissance que nous possédions⁴ d'une fillette née d'une esclave, et que Mitteis ne connaissait évidemment pas encore, semble indiquer qu'on ne se hâtait pas non plus d'enregistrer les fillettes *οικογενεῖς*, vu que la fillette enregistrée dans ce document est âgée de 7 ans. Mais un seul document ne permet pas encore d'en tirer des conclusions décisives.

On peut se demander aussi pourquoi, s'il s'agissait de protéger les réserves de main-d'œuvre en Egypte, ces restrictions n'auraient été appliquées qu'aux esclaves *οικογενεῖς*, au lieu de l'être à tous les esclaves. Schubart⁵ présume que les *οικογενεῖς* étaient considérés comme des esclaves meilleurs que les autres et que c'est pour cela qu'on voulait les garder dans le pays et élargir leur groupe. Il me semble qu'il faudrait examiner si d'autres raisons n'entraient pas ici en jeu. Si les esclaves provenant d'achats n'étaient pas soumis à ces restrictions, cela pouvait évidemment résulter du fait qu'une telle prescription aurait non seulement empêché de faire sortir les esclaves de l'Egypte, mais aussi qu'elle n'aurait pas permis de les y faire venir. Et pourtant, les membres des classes privilégiées en

¹ Cf. l'interdiction au III^e siècle avant notre ère de vendre ou de faire sortir du pays des esclaves de tous genres, P. Lille 29.

² Mitt. Chrest. N° 372, VI commentaire à la ligne 11.

³ W. Schubart *op. cit.*, p. 60

⁴ PSI VI, N° 690.

⁵ W. Schubart, *loc. cit.*

Egypte, les citoyens romains et ceux d'Alexandrie qui se déplaçaient souvent, auraient réfléchi avant d'acheter un esclave en dehors de leur pays si cet achat valait la peine, vu qu'ils n'avaient pas la possibilité de profiter des services de cet esclave ailleurs qu'en Egypte. En outre, il faudrait se rendre compte comment se présentait le nombre des esclaves nés dans la maison du maître en comparaison de celui des esclaves achetés, et si les documents dont nous disposons nous permettent de prétendre que justement les esclaves nés dans la maison étaient particulièrement appréciés et pourquoi.

Or, le fait de prescriptions spéciales prévues pour ce groupe d'esclaves dans le *Gnomon de l'Idiologue* et le devoir d'établir pour eux des actes de naissance spéciaux sembleraient indiquer que ce groupe était quantitativement important. L'analyse d'autres documents mentionnant fréquemment les esclaves οἰκογενεῖς confirme nettement cette hypothèse. Les deux documents déjà cités, qui concernent les esclaves de Baebia Rufilla, indiquent que la naissance d'un enfant esclave n'avait rien d'exceptionnel. Baebia Rufilla enregistre au cours de quatre ans la naissance de deux enfants nés de la même esclave. Nous disposons de plusieurs exemples de ce genre. Sans avoir la prétention d'énumérer ici toutes les sources, j'ai voulu indiquer quelques exemples de ce genre.

Dans un contrat de mariage de l'an 127 de notre ère ¹, la fiancée, outre la dot donnée par son père, reçoit aussi de sa grand-mère une esclave, Kallitychè, et un point du contrat prévoit que les futurs époux auront droit tous deux aux services de cette esclave et de sa progéniture. L'esclave Nikarus, mentionnée dans le même contrat et appartenant au fiancé, a trois enfants, et un article du contrat (1. 7) stipule que sans l'accord de sa femme, le propriétaire ne pourra ni vendre ni mettre en gage les esclaves mentionnés καὶ τὰ ἐσόμενα[α ἐξ α]ὑτῶν ἢ ἄλλ(λ)ων ἐκ[γ]ονα c'est-à-dire les descendants de ces esclaves et les descendants éventuels d'autres esclaves qu'ils pourraient avoir.

L'importance que l'on attachait à une esclave de ce genre et à sa progéniture résulte nettement du fait que dans tous les points de ce contrat de mariage qui se rapportaient aux questions financières dans le cas d'un divorce éventuel ou de la mort sans héritiers de l'un des époux, c'est la restitution de l'esclave et de sa progéniture éventuelle à la fiancée qui est citée en premier lieu, avant qu'il ne soit question des autres parties de la dot. Dans le cas de décès de l'époux sans descendants, on prévoit même que jusqu'au moment où l'esclave et sa progéniture lui seront rendus (sous-entendu: par les héritiers), la veuve administrera tous les biens ². Des esclaves sont fréquemment données en dot aux fiancées, témoins non seulement les contrats de mariage et les actes de divorce ³, mais aussi les testaments ⁴ et les contrats se rapportant à l'apprentissage d'un métier; là où il est question de l'apprentissage d'un métier à une jeune fille esclave, ce sont en général les propriétaires et non leurs époux qui figurent dans les contrats ⁵. La formule employée continuellement,

¹ *The Oxyrynchus Papyri* (P. Oxy.) éd. B. P. Grenfell, A. S. Hunt, t. III, N° 496

² ligne 14: ἐὰν δὲ ὥσάντως ὁ γαμῶν [π]ρ[ό]τερος τελευτήσῃ τ[έ]κνων α[ὑ]τοῖς μὴ ὄντων ἐξ ἀλλήλων ἀποσπάσας τὴν δοῦλην Καλλιτύχην καὶ τὰ ἐσόμενα ἐξ αὐτῆς ἐκγονα, ἕως δ' ἂν κομίσῃται κυριεύτω πάντων.

³ Cf. O. Montevecchi, *Ricerche di sociologia nei documenti dell'Egitto greco-romano*, II I contratti di matrimonio e gli atti di divorzio, Aegyptus, t. XVI, 1936, p. 31.

⁴ Cf. O. Montevecchi, *Ricerche di sociologia nei documenti dell'Egitto greco-romano*, I. Gli testamenti, Aegyptus, XV, 1935, p. 96-98.

⁵ A. Zambon, *Διδασκαλικά* Aegyptus XV., 1935, p. 30.

selon laquelle quelqu'un reçoit ou lègue une esclave et sa progéniture éventuelle¹, semble indiquer que l'accroissement du nombre des esclaves obtenu de cette manière était si fréquent que cette formule était couramment employée. L'importance de cette source de l'accroissement du nombre des esclaves en Egypte à la période que nous examinons ici, semble être également confirmée par le fait que des familles d'esclaves (les mères avec leurs enfants) figurent très souvent dans les testaments² et aussi dans les actes d'achat et de vente³, et que s'y manifeste nettement la tendance à ne pas séparer ces familles, à les laisser entre les mains d'un seul et même héritier ou acheteur⁴. Il ne fait donc pas de doute que l'accroissement du nombre des esclaves, précisément par l'éducation de leur progéniture, ou par l'éducation comme esclaves d'enfants abandonnés et recueillis⁵, était en Egypte un phénomène normal, et on peut même dire quotidien. Est-ce que nous disposons de matériaux qui nous permettraient, ne serait-ce qu'approximativement, de définir le nombre des esclaves de ce genre par rapport à celui des esclaves provenant d'achats? Les sources anciennes étant très fragmentaires, je considère que toutes les statistiques qu'on pourrait faire reposer sur elles, même si certains papyrus sont relativement nombreux, ne peuvent être que décevantes. Il me semble que, pour élaborer des statistiques, on ne peut tenir compte que de matériaux homogènes, tels que les actes d'affranchissement de Delphes ou le recensement de la population d'une région définie, pendant une période de temps définie⁶. Or, nous ne disposons pas de matériaux de ce genre pour pouvoir juxtaposer le nombre des esclaves nés dans la maison et celui des esclaves provenant d'achats. Cependant, nous pouvons tirer certaines conclusions — même sans les présenter sous forme de chiffres exacts — du nombre de fois que les esclaves οἰκογενεῖς figurent dans des actes de tous genres. J'ai déjà noté que la formule: « l'esclave X avec sa progéniture éventuelle », formule qui semble avoir été d'un usage courant, figurait fréquemment dans les testaments, les actes de mariage et de divorce, etc. En dehors des preuves de ce genre, nous trouvons très souvent la définition d'esclave homme ou femme comme οἰκογενής dans les premiers temps de l'empire, dans de nombreux documents écrits sur papyrus et, avant tout, dans les actes d'achat et de vente. Si nous prenons en considération qu'il existait la tendance — que nous avons déjà mentionnée — de dissimuler et d'effacer l'appartenance de l'esclave au groupe des οἰκογενεῖς le grand nombre de fois où dans les actes d'achat et de vente d'esclaves il est question d'esclaves οἰκογενεῖς, confirme alors d'autant plus leur importance numérique⁷. Dans la juxtaposition des actes d'achat et de vente des esclaves, donnée dans l'article déjà cité de Montevercchi, nous trouvons plusieurs esclaves définis nettement comme οἰκογενεῖς, ou bien comme

¹ Cf. p. ex. *P. Oxy.*, III, N° 489, lignes 5,8.

² O. Montevercchi, *op. cit.*, Aegyptus, XV, p. 96—98.

³ O. Montevercchi, *Ricerche di sociologia nei documenti dell'Egitto greco-romano*, III. I contratti di compra-vendita, Aegyptus, XIX, 1939, p. 19—33.

⁴ O. Montevercchi, *op. cit.*, Aegyptus, t. XV, p. 99.

⁵ W. L. Westermann, *op. cit.*, p. 86.

⁶ Voir les réflexions de Wilcken, basées sur la Charta Borgiana, au sujet du nombre des esclaves. U. Wilcken, *Griechische Ostraka aus Aegypten und Nubien*, t. I, Leipzig-Berlin, 1899, p. 683, ainsi que I. Biežuńska Małowist, *op. cit.*, p. 46 et les évaluations semblables de W. L. Westermann, *op. cit.*

⁷ Cf. la juxtaposition des actes d'achat et de vente des esclaves chez O. Montevercchi *op. cit.*, Aegyptus, XIX, p. 14.

esclaves provenant de l'Égypte, parmi lesquels il est très probable que les esclaves nés dans la maison du maître représentaient un fort pourcentage.¹ Montevecchi en tire la conclusion que ce n'est que très rarement qu'on faisait venir des esclaves en Égypte et que leur nombre y était complété d'éléments locaux, avant tout de la progéniture des esclaves.

Ainsi, le nombre même des esclaves οἰκογενεῖς sur le territoire de l'Égypte expliquerait comment les restrictions concernant le départ des esclaves de l'Égypte se rapportaient justement à ce groupe. Schubart² considère qu'un autre fait jouait ici également un rôle important, notamment celui que les esclaves de ce groupe étaient meilleurs et plus appréciés.

Il est évident que ce n'est pas souvent qu'on peut trouver dans les sources une confirmation des conclusions de ce genre. En effet, comme on le sait, le problème de l'esclavage en tant que phénomène économique n'est presque jamais mentionné dans les sources littéraires, exception faite des manuels de l'agriculture et du petit traité de Xénophon sur les πόροι.

En général, les savants contemporains admettent que l'accroissement du nombre des *uernae* sous l'empire romain était étroitement lié, entre autres, au changement de la composition ethnique des esclaves obtenus au cours de conquêtes ou par voie d'achats. Les territoires de civilisations anciennes, tels que la Grèce ou les pays hellénistiques de l'Orient, unis depuis longtemps à l'État romain, avaient cessé de fournir des esclaves; par contre, sur les marchés commencent à affluer des esclaves se recrutant parmi les tribus barbares, avec lesquelles l'empire était continuellement en guerre³.

Les esclaves originaires des tribus germaniques et sarmates n'avaient pas les qualifications auxquelles s'étaient habitués les gens de l'Italie, de Rome et des anciennes provinces romaines. Ils ne savaient pas cultiver la vigne et les oliviers et ils n'avaient pas de qualifications artisanales — on ne pouvait les employer qu'à un travail n'exigeant aucun apprentissage, dans les mines, les carrières, etc.⁴.

Par conséquent, les enfants des esclaves avaient plus de valeur, ils étaient mieux adaptés au travail que les propriétaires attendaient d'eux, et c'est là la raison de l'importance accrue des *uernae* au cours des premiers temps de l'empire.

Il va de soi qu'on ne peut nier la justesse de ce raisonnement, mais il me semble qu'en se basant sur les sources des papyrus il serait possible de préciser davantage d'où venait la prééminence des *uernae* sur les autres esclaves, surtout en Égypte.

En effet, certaines sources que nous avons déjà citées ici, telles que testaments et contrats de mariage, nous livrent des indications qui peuvent contribuer dans une certaine mesure, à nous faire comprendre quels profits les propriétaires attendaient des esclaves et de leur progéniture. Dans le contrat de mariage déjà cité⁵ il est dit que la grand-mère de la fiancée déclare... δίδωσι τῇ [αὐ]τῇ Θάιδι

¹ O. Montevecchi, *op. cit.*, Aegyptus XIX, p. 25.

² W. Schubart, *op. cit.*, p. 60.

³ M. Bang, *Die Herkunft der römischen Sklaven*, Mitteilungen des Kaiserlichen deutschen archäolog. Instituts. Röm. Abteilung, t. XXV, 1910, p. 223—251; H. R. Barrow, *Slavery in the Roman Empire*, London, 1928; W. L. Westermann, *op. cit.*, p. 84—90 et 96—107.

⁴ Voir la caractéristique de ce genre d'esclaves dans le discours du sénateur Cassius, Tacite *Ann.*, XIV, 42—45.

⁵ P. Oxy., III, N° 496, cf. P. Oxy., 265.

Καλ/[λιτ]ύχης καὶ [τ]ῶν ἐσομένων ἐξ αὐτῆς ἐκγόνων τὴν (δέ) δουλείαν καὶ ἀπ[ο]-φορὰς αὐτ[ῆς] . . .

On trouve aussi des indications semblables dans d'autres documents, par exemple dans le testament, datant également du II^e siècle¹, par lequel le testateur lègue à sa femme, en dehors de l'usufruit de la maison qui lui appartient. . . δουλείαν καὶ ἀποφορὰς τῆς δούλης μου / λαροῦτος καὶ τῶν ἐξ αὐτῆς / [ἐκγόνων τρεφομένων καὶ ἱματ]ιζομένων ὑπ' αὐτῆς τῆς Διογενίδος . . .

Ainsi, dans les deux cas, les femmes qui reçoivent des esclaves du sexe féminin doivent profiter non seulement de leurs services, mais aussi des revenus (ἀποφορὰ) qu'elles apportent. D'une façon ou d'une autre, ces esclaves et leur progéniture éventuelle gagneront donc de l'argent.

Dans la discussion mentionnée plus haut, au sujet des bénéfices que pouvait entraîner l'éducation d'un enfant esclave, on a fait valoir l'argument que les frais de l'éducation d'un enfant esclave dépassaient ceux de l'achat d'un esclave adulte². Or, les papyrus peuvent également nous venir en aide pour résoudre la question de l'âge auquel un enfant esclave pouvait commencer à être une source de bénéfices. Le groupe de documents définis comme διδασκαλικαὶ — contrats pour l'apprentissage d'un métier³ — peuvent nous aider à donner une réponse aux deux problèmes que nous venons de poser. Dans ces contrats conclus avec des artisans, figurent aussi bien des enfants libres devant « faire leur apprentissage » — enfants confiés à ces artisans par leurs parents —, que des esclaves, ou plutôt des enfants esclaves que leurs propriétaires confient aux dits artisans pour y apprendre un métier. Zambon a déjà attiré l'attention sur le fait que le nombre des « apprentis » esclaves n'était pas inférieur de beaucoup à celui des « apprentis » libres. Il est intéressant que les jeunes filles esclaves sont toujours données en apprentissage par leurs maîtresses et non par leurs maîtres. Il semble donc que c'est à juste titre que Zambon présume que ces esclaves avaient été reçues en dot par leurs maîtresses, auxquelles les contrats de mariage assuraient le droit d'en disposer⁴. En rapport avec les documents cités plus haut, selon lesquels les femmes qui avaient des esclaves avaient le droit de profiter non seulement de leurs services, mais aussi des revenus qu'ils pouvaient donner, nous pouvons présumer que ces revenus pouvaient provenir du travail de ces esclaves en dehors de la maison de leur propriétaire. Dans l'article cité plus haut, Zambon a attiré l'attention sur le fait que les propriétaires des esclaves qui faisaient l'apprentissage d'un métier étaient en général des gens de petites localités, telles que Tebtunis ou Soknopaiou Nesos et, à en juger par leurs noms, des gens appartenant aux basses classes de la population. De telles gens — comme le souligne Zambon — n'avaient pas tant besoin d'un esclave pour le service domestique comme source de revenus et c'est ce qui explique le souci de lui apprendre un métier susceptible de lui donner la possibilité de gagner quelque argent. Le temps de l'apprentissage d'un métier était également avantageux pour le propriétaire. Il est vrai que pendant ce temps il ne pouvait profiter des services de l'esclave, mais c'est l'artisan qui payait une partie des frais de l'habillement et de l'entretien de

¹ P. Oxy., III, N° 489.

² Voir ci-dessus.

³ W. L. Westermann, *Apprentice-contracts and the Apprentice System in Roman Egypt*, Classical Philology, t. IX, 1914, p. 295—315. A. Zambon, *Διδασκαλικαὶ Aegyptus*, t. XV, 1935, p. 1—66.

⁴ A. Zambon, *op. cit.*, p. 30.

l'apprenti et, parfois, il lui donnait même une rémunération minimale qui s'accroissait à mesure de la qualification de l'esclave¹. En comparant ces données avec celles que nous fournissent les documents où figurent des enfants libres mis en apprentissage, nous pouvons présumer que dans ces cas l'âge des enfants esclaves ne dépassait pas non plus douze ou treize ans², ce qui fait que la période des investissements — si je peux m'exprimer ainsi — dans le futur travail de l'esclave jusqu'au moment où il pouvait commencer à travailler, était d'environ douze années.

Il me semble que les matériaux que nous venons de citer indiquent d'une manière tout à fait nette que c'étaient les propriétaires appartenant aux basses couches de la population de l'Égypte, des gens nullement aisés, qui profitaient du travail de leur esclave, et ils n'en profitaient pas seulement dans le cadre des travaux domestiques, mais traitaient l'esclave également comme la source des revenus qu'il pouvait donner en travaillant hors de la maison de son propriétaire. Pour de telles gens, l'achat d'un esclave adulte, ayant une qualification lui permettant d'exécuter un travail en dehors de la maison ou même à la maison et donnant des revenus, était probablement irréalisable par suite du prix d'un esclave de ce genre et de la nécessité de faire en une fois une dépense relativement grande. Par contre, élever un enfant esclave pendant une douzaine d'années, même si la somme totale dépensée à cette fin dépassait le prix d'un esclave adulte, était chose beaucoup plus facile pour des gens du genre de ceux que nous rencontrons dans les documents. Il me semble que l'esclavage très répandu dans les maisons des gens peu aisés pouvait justement exercer une très grande influence sur l'accroissement de l'importance des esclaves οἰκογενεῖς.

Pour appuyer ces dires, nous pouvons aussi puiser dans les documents officiels, dans le *Gnomon de l'Idiologue* déjà cité plusieurs fois ici, notamment dans le § 61 dont la teneur est la suivante: Τῶν ἀναπογ[ρ]άφων δούλων ἡ ἐπ[.] . . . ἡ δίδοται τοῖς δ[ε]σπότ[αι]ς, ἑάνπερ μὴ δέναν πόρον ἔχωσι ἢ [(μὴ)] μ[όν]ους τοὺς δούλου[ς].

Ce paragraphe est étroitement lié aux décisions n^{os} 58—60, examinées au début de cet article et concernant l'obligation de déclarer les personnes habitant une maison. Pour ne pas avoir enregistré un esclave, le § 60 prévoyait une peine moins lourde que pour ne pas avoir enregistré une personne libre, notamment la confiscation de l'esclave au lieu de la confiscation d'une partie des biens. Le § 61, qui constitue la suite du même groupe de décisions, prévoit encore certaines exceptions pour les gens dont les esclaves constituent la seule source de revenus. Malheureusement, une lacune dans le texte ne permet pas de définir en quoi consistait cette exception. La traduction littérale du texte, selon sa teneur transmise dans l'original et sans compléter la lacune, serait la suivante:

On laisse aux propriétaires ἡ ἐπ[.] . . . ἡ des esclaves non enregistrés, s'ils ne possèdent aucune source de revenus en dehors seulement des esclaves.

¹ Cf. p. ex. les conditions mentionnées dans le contrat concernant la mise en apprentissage *P. Oxy.*, 1647, de la fin du II^{es}. de notre ère. Platonis, une citoyenne d'Oxyrynchos place pour 4 ans son esclave Thermuthion chez un tisserand pour qu'elle y apprenne le métier de tisseuse. Pendant ce temps, la propriétaire donne à la fillette logis, vêtements et nourriture et s'engage à ce que Thermuthion soit de l'aube au crépuscule chez le tisserand où elle remplira toutes les obligations se rattachant à l'apprentissage du métier. L'esclave reçoit une rémunération qui s'accroît à mesure qu'elle se perfectionne dans le métier: pendant la première année de l'apprentissage — 8 drachmes par mois; pendant la deuxième — 12 drachmes; pendant la troisième — 16 drachmes et pendant la quatrième — 20 drachmes.

² Cf. A. Zambon, *op. cit.*, p. 33—35 et la littérature qui y est citée.

On a évidemment essayé de reconstituer le texte. Dans la première édition, Schubart a restitué ἡ ἐπ[ιγον]ῆ et traduit: «Die Nachkommenschaft der nicht schriftlich gemeldeten Sklaven wird den Herren überlassen, wenn sie kein Einkommen haben außer den Sklaven allein». Cette restitution a d'ailleurs été assez rapidement rejetée par Schubart lui-même, pour des raisons aussi bien linguistiques¹ qu'objectives. Ce ne serait pas un grand bienfait que de prendre son esclave à un homme dont la situation économique n'est pas des meilleures et de lui laisser la progéniture de cet esclave, vu que cette progéniture, avant qu'elle ne donne des revenus² exige pour son éducation des frais s'étendant sur de longues années. Après avoir rejeté la restitution proposée par Naber ἐπιμονή, dans le commentaire d'Uxkull-Gyllenband, on a accepté la reconstitution ultérieure de Schubart ἐπ[αφ]ῆ bien que dans la lacune il y ait place pour trois lettres. Ἐπαφῆ aurait ici le sens de *manus iniectionis* et signifierait dans ce cas: donner au propriétaire le droit de revendiquer son bien de l'Etat³. La longue discussion autour de cette reconstitution et du sens du terme ἐπαφῆ n'a pas donné une solution définitive, bien que la restitution proposée par Schubart ait été admise par des autorités telles que Kübler et Arangio-Ruiz, et qu'elle réponde le mieux à la teneur générale du § 61. Par conséquent, Riccobono a peut-être eu raison de citer le texte sans la reconstitution, tel qu'il figure dans le papyrus. Il admet cependant que le contenu de ce paragraphe est clair et signifie qu'on fait une certaine concession aux propriétaires dont l'unique source de revenus consiste dans les revenus provenant de leurs esclaves⁴.

Pour les réflexions auxquelles nous nous livrons, une très grande importance découle du fait que le phénomène que nous venons de constater en nous basant sur l'analyse de documents tels que contrats de mariage, testaments et contrats pour l'apprentissage d'un métier, ait été si répandu en Egypte qu'il a servi de base à la prescription, examinée plus haut, du *Gnomon*. Indépendamment du caractère qu'avait la concession prévue dans ce paragraphe (personnellement, je me déclare pour ἐπαφῆ au sens de possibilité donnée aux propriétaires de contester la confiscation de l'esclave), c'est un fait que les gens peu fortunés et ne tirant des revenus que du travail de leur esclave ou de leurs esclaves, n'étaient pas rares en Egypte, puisqu'on prévoyait pour eux des peines moins sévères pour un délit, quoiqu'il en soit, assez grave, selon les auteurs des prescriptions du *Gnomon*. Cette prescription concernait probablement des gens dans le genre des deux femmes auxquelles leur dot ou un legs reconnaissent le droit de profiter des revenus de leurs esclaves, hommes ou femmes, dans le genre aussi des gens peu riches habitant de petites villes et qui mettent en

¹ Cf. J. C. Naber, *Museum*, t. XXVII, 1920, col. 218—222 cité par Uxkull-Gyllenband, *op. cit.*, p. 61.

² Cf. W. Uxkull-Gyllenband, *loc. cit.*

³ Cf. la discussion au sujet du sens du terme ἐπαφῆ. Uxkull-Gyllenband, *op. cit.*, p. 116 (Ergänzungen); W. L. Westermann, *Slave-Transfer Deed of Sale with Affidavit of vendor*, Aegyptus, t. XIII, 1933, p. 230, contre l'opinion de Kübler («Zeitschr. d. Sav. Stift.», t. XIX, 1908, pp. 474—479; t. XXII, 1911, pp. 366—370), soutenue par Kübler dans l'article Ἐπαφῆ und kein Ende, *ibidem*, t. LX, 1940, pp. 226—230. Cf. Arangio-Ruiz, «Doxa» t. I, 1948, p. 262 et la bibliographie citée par Riccobono, *op. cit.*, p. 199.

⁴ S. Riccobono, *op. cit.*, p. 200. La cosa sicura è questa: i §§ 60 e 61 riguardano coloro che hanno mancato di dichiarare degli schiavi nel censimento: nel primo è statuito che i proprietari perdono gli schiavi; nel secondo sembra, che sia fatta una concessione (non sappiamo quale) a favore di quei proprietari, che solo dall'opera servile tragono il loro reddito e il loro sostentamento.

nourrice des enfants trouvés pour les élever ensuite comme leurs esclaves et leur faire apprendre un métier, comme à leurs propres enfants. La plupart des documents sur papyrus de la χώρα — nous devons en effet faire ici une restriction, cette question pouvant se présenter différemment parmi la population aisée d'Alexandrie — indiquent plutôt qu'un esclavage de ce genre était très répandu. Le nombre des esclaves appartenant à un seul propriétaire — si on peut en juger d'après les testaments — est assez restreint¹ — 1, 2, jusqu'à 5 — et, pour la plupart, des femmes avec leurs enfants. Les propriétaires sont aussi le plus souvent des gens de maigre fortune, des agriculteurs, des artisans, etc., ce qui fait que les esclaves ne sont pas tant employés à les servir dans leurs modestes maisons, à travailler dans de grandes fermes et dans d'importants ateliers artisanaux, car ceux-ci sont peu nombreux, mais bien plutôt à travailler aux champs, ou à exercer un métier dont ils remettent le revenu à leurs propriétaires. Nous avons d'ailleurs des documents assez explicites, et parfois même émouvants par leur naïveté, qui prouvent que tel était justement le rôle des esclaves dans les modestes maisons égyptiennes.

Au tome XVIII des papyrus d'Oxyrynchos, dans une lettre de la fin du I^{er} siècle (n° 2190), un certain Neilus, jeune garçon séjournant probablement à Oxyrynchos pour ses études, écrit à son père Théon en s'excusant des fautes commises et en décrivant les difficultés qu'il a de trouver des professeurs convenables. En terminant sa lettre (cl. II ligne 40 et suivantes) il écrit :

τότε μὲν γὰρ πρὸς ἡμέρας / χρήσιμος Ἡρακλᾶς, κακὸς κακῶς, ὁβόλους ἐπ[ε]ισέ-
φερεν, νῦν δὲ ἅμα τῷ δεθῆναι ὑπὸ Ἰσιδώρου, ὥσπερ / ἦν ἄξιον, ἐφυγεν καὶ
ἀνῆλθεν, ὥς δοκῶ, πρὸς σέ· ὃν / εὖ ἴσθι μὴδ' ἂν ὀκνήσοντά σοί ποτε ἐπιβου-
λεῦσαι· / οὐ γὰρ ἡσχύνετο πρὸ πάντων μετὰ χαρᾶς τὰ περὶ τοῦ / θεάτρου ἐν τῇν
πόλειν φημίζων καὶ λαλῶν τὰ ψεύ / δη ἄ οὐδ' ἂν κατήγορος εὖποι καὶ
ταῦτα μὴδὲν ἄξι / ον αὐτοῦ πάσχω· ἀλλὰ λελευμένος καὶ ὥς ἐλεύθε / ρος πάντα
ποιῶν· ἀλλ' ὅμως δύνῃ εἰ μὴ πέμπεις αὐτὸν παραδοῦναι γε τέκτονι, ἀκούω γὰρ
ὅτι νεανί / σκος δύο δραχμάμας τῆς ἡμέρας ποιεῖ, ἥ συνεῦ / ξον αὐτὸν ἄλλω ἔργω
ἴδεν πλείονα χαλκὸν λή / ψεται ἵνα τὸ μισθάριον αὐτοῦ συναλεγόμενον / πέμπῃται
ἡμεῖν διὰ χροῦου.

Come on le voit, le garçon a de grands embarras d'argent. Son père lui a donné un esclave, Heraklas, qui devait gagner de l'argent et cet argent devait assurer l'entretien de Neilus. Heraklas rapportait en effet quelques oboles par jour, mais maintenant il a pris la fuite et il n'y a personne qui puisse gagner de l'argent pour l'entretien de Neilus. Neilus pense que Heraklas s'est sauvé chez Théon et il le prie, s'il ne veut pas le lui renvoyer, de le mettre chez un charpentier, car il paraît qu'un jeune esclave peut y gagner deux drachmes par jour, ou de lui faire exercer un autre métier et d'envoyer son gain à Neilus.

Il est évident que ni cette lettre, ni le § 61 ne mentionnent que les esclaves dont il est question font partie des οἰκογενεῖς. Il ne fait cependant pas de doute qu'en prenant en considération ce type d'esclavage, l'accroissement du nombre et de l'importance des *uernae* devient tout à fait compréhensible. Premièrement, parce que, comme je l'ai déjà souligné, un homme pas très riche pouvait plus facilement se permettre d'élever un enfant esclave pendant quelques années que d'acheter un esclave adulte et, deuxièmement, parce qu'il était plus facile d'éduquer un enfant esclave pour en faire l'esclave dont on avait besoin dans la maison et de lui faire

¹ Cf. O. Montevecchi, *op. cit.*, Aegyptus, t. XV, 1935, p. 96—98.

apprendre un métier approprié, etc. Il est certain que pareille manière d'employer les esclaves dans les maisons de gens disposant de ressources modiques prouve que l'esclavage était très répandu ; mais, d'autre part, cet esclavage ne joue pas un rôle particulièrement important dans la vie économique et n'exerce pas une influence essentielle sur la production des biens. Sous ce rapport, cet esclavage ressemble davantage à l'esclavage du type patriarcal qu'à celui du type classique. Une telle forme d'esclavage était assez répandue dans le monde méditerranéen au moyen âge ¹ et qui sait si nous n'avons pas à faire ici à une certaine forme intermédiaire entre l'esclavage classique et celui du moyen âge.

¹ Ch. Verlinden, *L'esclavage médiéval*, t. I, Gand, 1955, passim.